

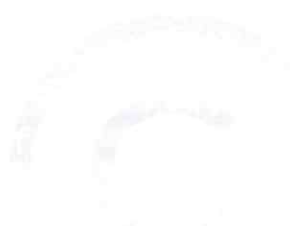


**BEZIAT FIDUCIAIRE ET AUDIT**

## **MISSION LOCALE JEUNES ALÈS-PAYS CEVENNES**

### **RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31/12/2024



**Commissariat aux comptes – Expertise-Comptable**

20 boulevard Gambetta 30000 Nîmes

Mail : [abeziat@auditbfa.fr](mailto:abeziat@auditbfa.fr) . Tel : 04 66 26 10 10

SARL au capital de 16 650 €

RCS : Nîmes B 413 656 331 - SIRET : 413 656 331 00027



**BEZIAT FIDUCIAIRE ET AUDIT S.A.R.L.**  
Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes

**MISSION LOCALE JEUNES ALÈS-PAYS CEVENNES**  
**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**  
**Exercice clos le 31/12/2024**

Aux membres de l'Assemblée Générale,

## **1. Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association MISSION LOCALE JEUNES ALÈS-PAYS CEVENNES, sis au 11 avenue du Général de Gaulle - 30100 ALES, relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## **2. Fondement de l'opinion**

### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **3. Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

#### Subventions d'exploitation :

De manière générale, nos appréciations ont porté sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues pour la comptabilisation des subventions d'exploitation en conformité avec les conventions signées avec les partenaires financiers, telles que présentées dans le tableau de la dernière page de l'annexe (Annexe libre). Il en est de même pour l'évaluation des fonds dédiés constatés, tels que décrit en annexe dans la note « Règles et Méthodes Comptables – Fonds dédiés ».

#### Provisions pour Indemnités de départ à la Retraite :

Comme indiqué dans la note « Règles et Méthodes Comptables – Engagements en matière d'indemnités de fin de carrière » de l'annexe des comptes annuels au 31 décembre 2024, l'association comptabilise dans ses comptes annuels une provision pour indemnité de départ à la retraite.

Nos travaux ont consisté :

- A apprécier les hypothèses retenues par l'association pour le calcul de la provision ;
- A vérifier qu'une information appropriée était donnée dans l'annexe des comptes annuels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **4. Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

## **5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies

peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nîmes, le 18 Mars 2025

S.A.R.L BEZIAT FIDUCIAIRE ET AUDIT	
Signé par Aude Beziat Le 18/03/25	ID: 1x_DqeBQP273/K3
Aude BEZIAT	



## Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	6 430	6 430		
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains	52 020		52 020	52 020
	Constructions	1 204 860	197 485	1 007 375	1 087 764
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	33 210	19 732	13 478	18 993
	Autres immobilisations corporelles	62 189	55 307	6 883	15 292
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	1 586		1 586	1 586
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	2 544		2 544	2 544
<b>TOTAL (I)</b>		<b>1 362 840</b>	<b>278 953</b>	<b>1 083 886</b>	<b>1 178 198</b>
ACTIF CIRCULANT	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	14 574		14 574	14 202
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	455 743		455 743	349 023
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>				
	<b>DISPONIBILITES</b>	966 690		966 690	843 806
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	11 864		11 864	42 299
	<b>TOTAL (II)</b>	<b>1 448 871</b>		<b>1 448 871</b>	<b>1 249 331</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
<b>TOTAL ACTIF (I à V)</b>		<b>2 811 711</b>	<b>278 953</b>	<b>2 532 758</b>	<b>2 427 529</b>
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					

# Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	31/12/2023
<b>FONDS PROPRES</b>	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	1 315 696	915 357
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau		
	<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>220 281</b>	<b>400 339</b>
	<b>Total des fonds propres (situation nette)</b>	<b>1 535 977</b>	<b>1 315 696</b>
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	<b>Total des autres fonds propres</b>		
	<b>Total des fonds propres</b>	<b>1 535 977</b>	<b>1 315 696</b>
<b>Fonds reportés et dédiés</b>	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	97 650	148 348
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	<b>Total des fonds reportés et dédiés</b>	<b>97 650</b>	<b>148 348</b>
<b>Provisions</b>	Provisions pour risques	90 849	80 720
	Provisions pour charges		
	<b>Total des provisions</b>	<b>90 849</b>	<b>80 720</b>
<b>DETTES (1)</b>	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	608 720	645 079
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	62 566	81 112
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	136 995	156 574
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance		
	<b>Total des dettes</b>	<b>808 282</b>	<b>882 765</b>
	Ecart de conversion passif		
	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>2 532 758</b>	<b>2 427 529</b>
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	220 281,21	400 338,84
	(1) Dont à moins d'un an	236 784	274 513
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	66	

## Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	15 315	12 100
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	2 293 163	2 505 773
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	41 674	39 467
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	56 156	89 781
	Utilisations des fonds dédiés	148 348	374 707
	Autres produits	6	1
	<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>2 554 662</b>	<b>3 021 829</b>
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	824 145	1 032 998
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	86 174	91 840
	Salaires et traitements	896 584	911 182
	Charges sociales	331 658	347 162
	Dotation aux amortissements et dépréciations	94 312	93 215
	Dotation aux provisions	10 129	
	Reports en fonds dédiés	97 650	148 348
	Autres charges	9	41
	<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>2 340 660</b>	<b>2 624 785</b>
	<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>214 002</b>	<b>397 044</b>



## Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	15 519	13 339
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		15 519	13 339
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	5 913	6 762
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		5 913	6 762
RESULTAT FINANCIER		9 606	6 577
RESULTAT COURANT avant impôts		223 608	403 621
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		300 000
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels			300 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	618	116
	Sur opérations en capital		300 000
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	618	300 116
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(618)	(116)
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		2 709	3 167
TOTAL DES PRODUITS		2 570 181	3 335 168
TOTAL DES CHARGES		2 349 900	2 934 829
EXCEDENT ou DEFICIT		220 281	400 339
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature		4 800	4 800
Bénévolat			
TOTAL		4 800	4 800
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens		4 800	4 800
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL		4 800	4 800



## Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément au plan comptable général et aux spécificités prévues par le règlement ANC N°2018-06 applicable aux associations à compter du 1er janvier 2020 et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **2 532 758 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **2 570 181 euros** et un total **charges** de **2 349 900 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **220 281 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12 mois**.

### L'association a pour objectif :

- De promouvoir, soutenir, favoriser toute initiative visant à la prise en charge globale des problèmes des jeunes résidant sur le territoire de la Communauté d'Agglomération nommée Alès Agglomération, de la Communauté de Communes du Pays Grand Combien, Communauté des Communes Cèze Cévennes, Communauté des Communes Hautes Cévennes, Communauté des Communes du Piémont Cévenol, Communauté des Communes Vivre en Cévennes ainsi que ceux des jeunes résidant dans l'arrondissement et le bassin d'emploi d'Alès.
- De connaître et d'analyser les besoins et les demandes des jeunes en matière d'insertion sociale et professionnelle (formation, emploi, logement, santé, loisirs), puis de conduire une action globale pour la remise en jeu sociale et économique des jeunes.

### Missions sociales réalisées :

Les principaux services proposés par l'association sont les suivants :

- Dispositif d'accompagnement en Insertion Professionnelle : PACEA (parcours d'accompagnement contractualisé vers l'emploi et l'autonomie qui remplace le CIVIS), PPAE (projet personnalisé d'accès à l'emploi), ANI Jeunes, IEJ (initiative pour l'emploi des jeunes), Garantie Jeunes...
- Dispositifs d'emplois : contrats aidés, alternance, engagement en lien avec l'entreprise, chantiers d'insertion, parrainage régional, Ne me donne pas je bosse...
- Dispositifs mobilité : Auto-école sociale, Ateliers mobilité...
- Dispositifs formation : CAP Emploi, CAP Avenir, Programme régional qualifiant...
- Dispositifs accompagnement social : Espace écoute jeune, bilan de santé, logement, ateliers...

La plupart de ces services sont réalisés en partenariat avec des associations ou des entreprises locales.

## Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

### Description des moyens mis en œuvre :

Pour ce faire, il lui appartiendra, conformément au titre III de la loi du 19 décembre 1989 « Dispositions relatives à l'Insertion Professionnelle et Sociale des Jeunes » :

- D'accueillir, d'informer, de conseiller les jeunes, de les aider à bâtir un itinéraire qualifiant, personnalité, et de les suivre dans la mise en œuvre de leur projet.
- D'animer, de coordonner et de susciter des actions qui concourent à la réussite de ces projets, avec le souci d'une cohérence entre les aspirations professionnelles des jeunes et des possibilités du marché du travail, notamment en recherchant auprès des entreprises les possibilités d'accueil des jeunes, voire en contribuant à la création d'activités, d'entreprises ouvrant l'accès à l'emploi des jeunes.
- De procéder à l'évaluation des processus d'insertion professionnelle et sociale à partir des réalités sociales et industrielles locales, à la confrontation des pratiques pédagogiques engagées dans le crédit formation et les stages, à la communication des expériences et des acquis direction des divers partenaires.
- De susciter une interrogation et un dialogue permanent entre toutes les forces vives de chacune des communes pour que se dessine un nouvel espace social pour le jeune dans ses rapports avec les institutions dans ses possibilités d'accès au logement, à la culture, à l'emploi, dans ses relations avec le monde adulte.
- D'une manière plus générale, de mettre en œuvre tous les moyens susceptibles de conduire, directement ou indirectement, à la réalisation des objectifs définis ci-dessus, y compris le cas échéant, en élaborant ou en négociant elle-même des conventions visant à l'Insertion Sociale et Professionnelles des jeunes.
- De s'associer à la réalisation de tout programme visant l'adaptation et l'amélioration de l'action éducative et scolaire. »

### Fonds dédiés :

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

	SOLDE N-1	DOTATION	REPRISE	SOL DE N
Projet NMDPJB	1 348	0	1348	0
NMDPJB CD30	0	0	0	0
NMDPJB Alès	0	0	0	0
Logis Cévenol	0	0	0	0
Garantie Jeunes	147 000	97 650	147 000	97 650
Totaux	148 348	97 650	148 348	97 650

# Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont :

## Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les immobilisations dont la valeur est inférieure à 500€ HT sont passées en charges et suivies sur un inventaire non comptable.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La méthode de comptabilisation utilisée pour les frais d'acquisition, notamment les frais de notaire, a été la comptabilisation de ces frais en charges.

## Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

## Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

## Achats



## Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

### Subventions de fonctionnement

Les subventions sont comptabilisées selon le règlement ANC N°2018-06.

Pour chaque convention, les conditions générales d'octroi sont vérifiées de manière à s'assurer qu'elles puissent être comptabilisées en produit. S'il est estimé qu'il existe un risque de recouvrement ou de reversement, une provision pour risque est alors constatée. Par ailleurs, si les dépenses n'ont pas pu être engagées au titre de l'exercice et que l'objet de la convention pourra être réalisé sur l'exercice suivant, il est constaté un fonds dédié.

### Financement Garantie Jeunes et Contrat d'Engagement Jeune (CEJ) : Méthode de comptabilisation depuis 2019

La réforme des modalités de financement des Missions locales engagée par l'Etat en 2019 a conduit à la globalisation dans une enveloppe unique des financements versées jusqu'alors au titre de la convention pluriannuelle d'objectifs (CPO) et de l'accompagnement de la Garantie Jeunes. Le calcul de la subvention Garanties Jeunes a été simplifié et intégré à la convention pluriannuelle d'objectifs 2019-2022.

A compter de la date de signature de la convention pluriannuelle d'objectifs (CPO), la contribution financière est comptabilisée en produits en compte 74.

Sur l'exercice 2019, une subvention exceptionnelle de 267 K€ a été allouée afin d'accompagner le passage à la gestion globalisée et annuelle des crédits versés par l'Etat. Cette subvention, ayant pour objectif de couvrir le financement des fins de parcours des personnes accompagnées, a été constatée en fonds dédié dès 2019. En 2022, il a été décidé de maintenir ce fonds dédié pour permettre de couvrir les fins de parcours des jeunes en CEJ. Suite à la fin des parcours de la Garantie Jeunes en 2023, ce fonds dédié a été repris et figure donc dans les produits d'exploitation de l'association.

Sur l'exercice 2021, dans le cadre du plan de relance, la convention pluriannuelle d'objectifs prévoyait une première subvention « socle » avec un objectif de 360 jeunes, suivie d'une subvention « première tranche » avec un objectif de 116 jeunes et d'une subvention « deuxième tranche » avec un objectif de 104 jeunes. La mission locale a déclenché la subvention « deuxième tranche » avec 83 jeunes sur la fin d'année 2021. Le suivi de ces jeunes est effectué sur une période de 12 mois ; un fonds dédiés a été constitué sur la « deuxième tranche » pour couvrir les coûts qui seront engagés sur l'exercice suivant. L'évaluation a été effectuée sur la base d'un prorata annuel à partir de la date d'entrée du jeune, les coûts étant majorés sur le premier mois de suivi pour tenir compte des frais d'accueil.

## Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Sur l'exercice 2022, l'association a pu accueillir 724 jeunes en Garantie jeunes ou en CEJ pour un objectif fixé à 610 jeunes. Le financement à percevoir a été comptabilisé sur la base de 1.650 € pour un jeune diplômé et à 1.900 € pour un jeune sans diplôme. Le dépassement de l'objectif fixé à 610 constitue donc un gain supplémentaire de 200 K€ pour la MLJ. Par ailleurs, dans le prolongement de la méthode retenue en 2021, un fonds dédiés a été constaté pour couvrir les frais de suivi des contrats qui seront engagés en 2023. Le calcul a été effectué sur la base des entrées du dernier trimestre, en estimant à 60% les frais qui seront à engager sur l'exercice suivant. Le montant de ce fonds dédié s'élève à 102 K€.

Sur l'exercice 2023, l'association a pu accueillir 713 jeunes en Garantie jeunes ou en CEJ dont 393 sans diplôme. Le financement à percevoir a été comptabilisé sur la base de 1.650 € pour un jeune diplômé et à 1.900 € pour un jeune sans diplôme. Par ailleurs, dans le prolongement de la méthode retenue en 2021, un fonds dédiés a été constaté pour couvrir les frais de suivi des contrats qui seront engagés en 2024. Le calcul a été effectué sur la base des entrées du dernier trimestre, en estimant à 60% les frais qui seront à engager sur l'exercice suivant. Le montant de ce fonds dédié s'élève à 147 K€.

Sur l'exercice 2024, l'association a pu accueillir 621 jeunes en Garantie jeunes ou en CEJ dont 334 sans diplôme. Le financement à percevoir a été comptabilisé sur la base de 1.750 € pour un jeune diplômé et à 1.900 € pour un jeune sans diplôme. Par ailleurs, dans le prolongement de la méthode retenue en 2021, un fonds dédiés a été constaté pour couvrir les frais de suivi des contrats qui seront engagés en 2025. Le calcul a été effectué sur la base des entrées du dernier trimestre, en estimant à 60% les frais qui seront à engager sur l'exercice suivant. Le montant de ce fonds dédié s'élève à 97.65 K€.

### Engagements en matière d'indemnités de fin de carrière

L'association évaluait ses engagements en matière de départ à la retraite sur la base des salariés ayant atteint plus de 4 ans d'ancienneté, en provisionnant l'indemnité complète. Il a été décidé à compter de l'exercice 2014 d'affiner l'évaluation de cette provision en tenant compte des éléments suivants:

La convention collective prévoit les indemnités suivantes:

- 5 à 10 ans d'ancienneté : 2 mois de salaire
- 10 à 20 ans d'ancienneté : 3 mois de salaire
- Plus de 20 ans d'ancienneté : 4 mois de salaire

L'indemnité probable a été calculée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèse d'actualisation des versements prévisibles. Les données suivantes ont été retenues:

- Taux d'actualisation : 3.3 %
- Taux de croissance des salaires : 1.5%
- Age de départ à la retraite : 64 ans



## Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

- Taux de rotation du personnel : 0%
- Table de mortalité INSEE 2013
- Taux de charges sociales de 45%

Ainsi calculé, l'engagement de l'association au 31/12/2024 ressort à 90 848.98 € contre 80 720.33 € au 31/12/2023. La variation de 10 128.65 € a été comptabilisée en reprise de provisions pour risque et charges.

### Engagements financiers en garantie des emprunts

Dans le cadre des investissements immobiliers réalisés en 2021 et 2022, les prêts consentis par la Caisse d'Epargne font l'objet d'un privilège de prêteur de deniers pour 495 K€ et d'une promesse d'affectation hypothécaire pour 212 K€.

### Prêt / Mise à disposition entre associations :

La Mission Locale Jeunes Alès Pays Cévennes et la Maison de l'Emploi travaillent de concert à l'accompagnement vers l'Emploi des usagers du territoire. La mutualisation de l'espace informatique et de l'accueil en sont des exemples prégnants. Ainsi, en 2024, la Maison de l'emploi a contribué financièrement à ces actions mises en œuvre par la MLJ à hauteur de 22.000 €

### Rémunération des dirigeants :

En l'absence de trois hauts cadres dirigeants, cette information n'est pas donnée car elle conduirait à fournir une information individuelle.



## Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de **2 532 758** euros
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
  - un total produits de **2 570 181** euros
  - un total charges de **2 349 900** euros
  - dégage un résultat de **220 281** euros

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2024**
- finit le **31/12/2024**
- et a une durée de **12** mois.

Les notes (ou tableaux ) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de **MISSION LOCALE JEUNES ALES - PAYS CEVENNES** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.

## Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	6 430					6 430
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 430					6 430
CORPORELLES	Terrains	52 020					52 020
	Constructions sur sol propre	814 980					814 980
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement	389 880					389 880
	Instal technique, matériel outillage industriels	33 210					33 210
	Instal., agencement, aménagement divers	5 374					5 374
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	56 816					56 816
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		1 352 280					1 352 280
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés	1 586					1 586
	Prêts et autres immobilisations financières	2 544					2 544
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 130					4 130
TOTAL		1 362 840					1 362 840

## Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
<b>INCORPORELLES</b>	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	6 430			6 430
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>6 430</b>			<b>6 430</b>
<b>CORPORELLES</b>	Terrains				
	Constructions sur sol propre	65 063	37 483		102 546
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	52 034	42 905		94 939
	Instal technique, matériel outillage industriels	14 217	5 515		19 732
	Autres instal., agencement, aménagement divers	2 340	828		3 168
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	44 558	7 581		52 139
	Emballages récupérables et divers				
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>		<b>178 211</b>	<b>94 312</b>		<b>272 523</b>
<b>TOTAL</b>		<b>184 641</b>	<b>94 312</b>		<b>278 953</b>



## Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	<b>PROVISIONS REGLEMEENTEES</b>				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	80 720	10 129		90 849
	<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>80 720</b>	<b>10 129</b>		<b>90 849</b>
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>80 720</b>	<b>10 129</b>		<b>90 849</b>
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			10 129		
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

## Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	2 544		2 544
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	406	406	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés	12 639	12 639	
	Divers	430 422	430 422	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	12 276	12 276	
	Charges constatées d'avance	11 864	11 864	
TOTAL DES CREANCES		470 151	467 607	2 544
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	66	66		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	608 654	37 156	150 621	420 877
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	62 566	62 566		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	27 419	27 419		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	103 505	103 505		
	Impôts sur les bénéfices	2 709	2 709		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	3 362	3 362		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes				
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		808 282	236 784	150 621	420 877
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		36 401			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

## Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros

	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	915 357	400 339			1 315 696
Autres réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	400 339	(400 339)	220 281		220 281
<b>Situation nette</b>	<b>1 315 696</b>		<b>220 281</b>		<b>1 535 977</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>1 315 696</b>		<b>220 281</b>		<b>1 535 977</b>



Variation des Fonds Reportés

Etat exprimé en euros	Fonds reportés clôture 31/12/2023	Report	Utilisation	Fonds reportés clôture 31/12/2024
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
TOTAL				

## Variation des Fonds Dédiés

Etat exprimé en euros

	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
NMDPJB CLASSIQUE	1 348		1 348			97 650	
NMDPJB MAIRIE ALES							
NMDPJB CD30							
FIPJ							
ALES AGGLOMERATION NMDPJB							
GARANTIE JEUNES	147 000		147 000				
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
<b>TOTAL</b>	<b>148 348</b>		<b>148 348</b>				

## Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2024

<b>Total des Charges à payer</b>		<b>59 382</b>
<b>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</b>		<b>402</b>
<i>Intérêts C.N.E.</i>	402	
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>		<b>4 736</b>
<i>FOURNIS.FACT.NON PARVENUE</i>	4 736	
<b>Dettes fiscales et sociales</b>		<b>54 244</b>
<i>CONGES A PAYER</i>	27 419	
<i>ORG.SOC. CH./CONGES PAYES</i>	13 913	
<i>ORG.SOC. CHARGES A PAYER</i>	12 912	



## Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2024
<b>Charges constatées d'avance - EXPLOITATION</b>				<b>11 864</b>
ASSURANCES			3 933	
MAINTENANCE			4 444	
LOCATION STANDARD 1TR2025			540	
GRENKE LOCATION 1TR2025			2 947	
<b>Charges constatées d'avance - FINANCIERES</b>				
<b>Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES</b>				
<b>TOTAL</b>				<b>11 864</b>


## Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Produits à recevoir		435 531
<b>Autres créances</b>		<b>435 531</b>
DIRECCTE	214 970	
CR34 REGION OCCITANIE	126 450	
CD30	20 000	
ALES AGGLOMERATION	55 000	
CPAM 30	9 240	
ARS	4 762	
DEBIT.CRED.DIV.PROD.A REC	999	
INTERETS A RECEVOIR	4 110	

## Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION				
Produits constatés d'avance - FINANCIERS				
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS				
TOTAL				



## Legs, donations et assurances-vie

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

<b>PRODUITS</b>		
Montant perçu au titre d'assurances-vie		
Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9		
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés		
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés		
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations		
<b>Total des produits</b>		
<b>CHARGES</b>		
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés		
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés		
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations		
<b>Total des charges</b>		
<b>SOLDE</b>		

--

## Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits		31/12/2024	31/12/2023
Dons en nature			
Prestations en nature		4 800	4 800
Bénévolat		4 800	4 800
Total		4 800	4 800
Répartition par nature de charges		31/12/2024	31/12/2023
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens Local St Ambroix		4 800	4 800
Prestations		4 800	4 800
Personnel bénévole			
Total		4 800	4 800

## Annexe libre

Etat exprimé en euros

DETAIL DES SUBVENTIONS



# Annexe libre

Etat exprimé en euros

1MISSION - MISSION LOCALE JEUNES ALES - PAYS CEVENNES

## Balance des comptes généraux

Sans les comptes soldés  
sur N et N-1

Edition Provisoire

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Exprimé en euros

N° Compte	Intitulé	Rév.Sup.	Sol 31/12/2024		Sol 31/12/2023
			Débit	Crédit	
741100	DREETS FONCTIONNEMENT	✓		584 326,00	-591 130,00
741100002	DREETS GARANTIE JEUNES. C.E.J			1 109 400,00	-1 284 500,00
741100007	DREETS PARRAINAGE	✓		18 300,00	-16 775,00
741103	DREETS OBLIGATION DE FORMATION	✓		55 524,00	-53 326,00
741200	ETAT CGET CT VILLE NMOPJB	✓		12 400,00	-13 190,00
741200005	ETAT CGET CT VILLE AES	✓		6 500,00	-7 500,00
741200007	ETAT CGET CT VILLE PARRAINAGE	✓		7 625,00	-6 100,00
741200011	ETAT CGET CT VILLE MASTER CLASS	✓		4 500,00	-2 500,00
743100	CR34 OCCITANIE FONCTIONNEMENT	✓		102 000,00	-109 083,00
743100002	CR34 OCCITANIE AES POLITIQUE DE LA VILLE	✓		3 000,00	-3 000,00
743100006	CR34 OCCITANIE EEJ	✓		11 500,00	-19 900,00
744020	SUBVENTION CONSEIL DEPARTEMENTAL	✓			-37 500,00
744100003	CD 30 CT VILLE NMOPJB	✓		4 000,00	-4 500,00
744100005	CD 30 CT VILLE AES	✓		23 500,00	-4 500,00
745100001	ALES AGGLO FONCTIONNEMENT	✓		150 000,00	-100 000,00
745100005	DPV VILLE D'ALES AES	✓			-5 000,00
745100008	ALES AGLO DVPT DU TERRITOIRE	✓			-60 000,00
745110	SUBVENTION CV ALES AGGLO NMOPJB	✓			-3 500,00
745111	SUBV ALES AGGLO AES	✓			-2 500,00
745200	CC DE CEZE CEVENNES FONCTIONNT	✓		21 610,00	-21 610,00
745200003	CC DE CEZE CEVENNES NMOPJB	✓			-1 000,00
745200005	CC DE CEZE CEVENNES AES	✓			-1 000,00
746200	FRANCE TRAVAIL SUIVI DELEGUE	✓		148 293,00	-139 153,14
746250	FRANCE TRAVAIL AVENIR PRO	✓		12 179,00	
746300	CPAM SANTE	✓		6 600,00	-6 600,00
746400	ARS EEJ ET SANTE	✓		11 906,00	-11 906,00
Total Classe	7			2 293 163,00	-2 505 773,14
				2 293 163,00	
Total Bilan					
Total Gestion - Bénéfice	2 293 163,00			2 293 163,00	-2 505 773,14
				2 293 163,00	
Total Cumulé				2 293 163,00	-2 505 773,14
				2 293 163,00	